



Parc des Glaisins
7, avenue du Pré Félin
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

David Haccoun

725 boulevard Barrier
Cité de l'entreprise
73100 Aix les bains

Baikowski

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Baikowski

Société anonyme
RCS Annecy 303 970 388

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société Baikowski,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Baikowski relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables – Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les stocks et en-cours figurent au bilan au 31 décembre 2025 pour un montant net de 9 087 milliers d'euros et représentent un des postes les plus importants du bilan. Comme indiqué dans la note « Méthodes d'évaluation – Stocks », les produits fabriqués ainsi que les en-cours d'industrialisation sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production.

Nos travaux ont consisté à examiner les données et à apprécier les hypothèses retenues par la direction pour évaluer les coûts de production.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Annecy, le 9 avril 2026

Signed by:

C2FD9F336672460...

Xavier Marmeys

Associé

David Haccoun

Aix-les-Bains, le 9 avril 2026

Signed by:

C80E3825B46B44D...

3.8. Comptes sociaux annuels et annexe

3.8.1. Comptes sociaux annuels de Baikowski SA

Actif (en milliers d'euros)	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 097	747	350	374
Fonds commercial	78	78		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 395		1 395	1 395
Constructions	15 065	11 296	3 769	4 357
Installations techniques, matériel et outillage industriels	44 077	36 731	7 346	5 853
Autres immobilisations corporelles	8 225	4 364	3 862	4 134
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	2 249		2 249	1 776
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
Participations	7 228	5 548	1 680	1 680
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	261		261	227
Autres immobilisations financières	355		355	300
ACTIF IMMOBILISE	80 031	58 763	21 268	20 095
<i>(1) dont à moins d'un an</i>			355	300
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	2 877	745	2 131	2 708
En-cours de production de biens	4 244	351	3 892	3 485
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	3 077	162	2 915	4 100
Marchandises	149		149	376
Avances et acomptes versés sur commandes				197
CREANCES (2)				
Créances clients et comptes rattachés	9 886	69	9 817	7 227
Autres créances	8 712		8 712	7 461
Charges constatées d'avance	109		109	115
Capital souscrit et appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	6 069		6 069	3 394
ACTIF CIRCULANT	35 124	1 328	33 795	29 064
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Actif	372		372	116
TOTAL GENERAL	115 526	60 091	55 436	49 275
<i>(2) dont à moins d'un an</i>			18 638	14 803

Passif (en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Capital (dont versé ...)	4 598	4 598
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 959	1 959
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserve légale	460	460
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	19 767	19 638
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 716	1 231
Subventions d'investissement	180	209
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	29 680	28 094
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	372	171
Provisions pour charges	2 441	1 279
PROVISIONS	2 813	1 450
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 766	11 611
Emprunts et dettes financières divers (2)	85	808
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	291	314
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 422	3 010
Dettes fiscales et sociales	2 891	2 837
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 257	1 034
Autres dettes	18	18
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		12
DETTES (1)	22 729	19 646
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif	213	85
TOTAL GENERAL	55 436	49 275
(1) dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	15 044	12 419
(2) dont emprunts participatifs	0	0

Compte de résultat (en milliers d'euros)	France	Export	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises	131	2 357	2 488	2 611
Production vendue de biens	1 159	39 700	40 859	37 828
Production vendue de services	155	321	476	515
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 445	42 378	43 823	40 953
Production stockée			(521)	(1 992)
Production immobilisée				
Subventions			109	38
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			1 419	1 573
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			45	
Autres produits			1 352	1 110
PRODUITS D'EXPLOITATION			46 227	41 681
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			980	1 285
Variation de stock (marchandises)			227	79
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			13 918	12 017
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			608	(347)
Autres achats et charges externes (1)			9 027	8 897
Impôts, taxes et versements assimilés			478	444
Salaires			8 036	7 547
Cotisations sociales			4 508	4 416
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 712	2 585
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 328	1 211
Dotations aux provisions			137	213
Valeurs comptables des immob. Incorporelles et corporelles cédées			66	
Autres charges			2 062	1 322
CHARGES D'EXPLOITATION			44 088	39 668
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 139	2 013
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 115	1 702
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			217	306
Reprises sur dépréciations et provisions				5
Différences positives de change			49	0
Produits des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			57	2
PRODUITS FINANCIERS			1 438	2 017
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			(34)	2 864
Intérêts et charges assimilés			359	512
Différences négatives de change			14	20
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie			1	27
CHARGES FINANCIERES			341	3 423
RESULTAT FINANCIER			1 097	(1 407)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			3 236	606
PRODUITS EXCEPTIONNELS				28
CHARGES EXCEPTIONNELLES				55
RESULTAT EXCEPTIONNEL				(27)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			520	(652)
TOTAL DES PRODUITS			47 999	43 726
TOTAL DES CHARGES			45 283	42 495
BENEFICE OU PERTE			2 716	1 231
(1) Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				

3.8.2. Annexe aux comptes sociaux annuels

Tous les montants figurant dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

3.8.2.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice considéré, d'une durée de 12 mois, débute le 1er janvier et finit le 31 décembre. Cet exercice est comparable avec le précédent.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce, du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes annuels.

Aucune transaction avec les parties liées n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables, étant précisé que les transactions ne sont pas significatives et/ou sont toutes conclues à des conditions normales de marché.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Celle retenue pour le traitement des frais d'acquisitions des différentes catégories d'actifs est la comptabilisation en charge de l'exercice.

Changement de réglementation comptable

La modification du règlement ANC n° 2014 03 par le règlement ANC n° 2022 06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable.

Ce nouveau règlement a notamment pour objet de moderniser et de simplifier la présentation des comptes annuels, d'actualiser la nomenclature du plan de comptes et d'améliorer la comparabilité de l'information financière.

Les principales évolutions introduites par ce règlement portent en particulier sur :

- la suppression de la technique du transfert de charges,
- la nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limitée aux produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel ainsi qu'à certaines écritures d'origine fiscale,
- la modernisation et la simplification des modèles de bilan, de compte de résultat et des informations figurant en annexe.

Son application n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes annuels de la société.

3.8.2.2. Méthodes d'évaluation

Fonds Commercial

Les fonds commerciaux se composent principalement d'éléments incorporels dont la durée d'usage est présumée illimitée. Les valorisations annuelles réalisées permettent de justifier la valeur de ces fonds telle qu'inscrite dans les comptes annuels.

Le fonds commercial (78 k€) est totalement amorti.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les amortissements des immobilisations sont principalement calculés suivant le mode linéaire et selon les durées d'utilité suivantes :

- Logiciels = 3 à 5 ans
- Constructions = 30 ans
- Mat. et outillage industriel = de 3 à 20 ans
- Installations techniques = 5 à 15 ans
- Agencements et aménagement des constructions = 6 à 20 ans
- Véhicules = de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau = 5 à 10 ans
- Matériel informatique = 3 à 5 ans

La base amortissable est déterminée à partir de la valeur d'achat des biens, la société ne disposant pas d'élément permettant de définir précisément une valeur résiduelle.

Les dépenses de recherches et développement sont comptabilisées en charge de l'exercice. Par ailleurs, les coûts d'emprunt finançant les actifs ne sont pas incorporés à la valeur de ces actifs.

Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent principalement à des dépôts et cautionnements versés par la société.

Le cas échéant, les titres de participation et les créances rattachées sont inscrits à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice corrigé des éventuelles plus-values latentes, la rentabilité des sociétés concernées, leurs perspectives d'avenir.

Stocks

Les stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises sont valorisés au coût d'achat selon la méthode premier entré premier sorti (FIFO). Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un problème de vétusté, quand le prix de vente attendu est inférieur au coût d'achat ou au prix de revient en fonction de l'évolution des marchés et des perspectives d'écoulement des stocks.

Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 2 ans sont dépréciées de 50 %. Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 4 ans sont dépréciées à 100 %.

Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Engagements de retraite

Méthode retenue : méthode des unités de crédit projetées (au prorata de l'ancienneté). Les dirigeants ne sont pas concernés.

Hypothèses 2025 :

- Taux d'actualisation : 3,55 %
- Taux d'augmentation des salaires par catégorie :
 - Ouvriers et Employés : entre 3.02 % et 1% en fonction de l'âge
 - Techniciens et Agents de Maîtrise : entre 4.26% et 1% en fonction de l'âge
 - Cadres : entre 3% et 1% en fonction de l'âge
- Table de mortalité : INSEE 2019-2021 par sexe
- Age de départ à la retraite : Age « taux plein » sécurité sociale.

A la clôture de l'exercice, l'engagement s'élève à : 1 309 K€.

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie ; cela conduirait en effet indirectement à donner une rémunération individuelle.

Crédit Impôt Recherche

Sur l'exercice, un crédit d'impôt recherche a été constaté pour 624 k€. cf. faits marquants de l'exercice.

Autres engagements hors bilan

Des emprunts dont le capital restant dû au 31 décembre s'élève à 9 727 k€ font l'objet d'une clause d'exigibilité qui pourrait s'appliquer si le niveau des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social. Par ailleurs, il existe une clause d'exigibilité en cas de changement d'actionnaire pour un montant de 9 727 k€.

Intégration fiscale

La société BAIKOWSKI a opté pour l'intégration fiscale depuis le 01/01/2020 avec ses deux filiales françaises :

- ALKO (détenue à 100 % - SIREN 482 916 533)
- MATHYM (détenue à 100 % - SIREN 795 157 833)

Chaque société comptabilise sa charge d'impôt sur les sociétés dans ses comptes.

La société BAIKOWSKI a bénéficié d'une économie d'impôt sur les sociétés de 502 k€ pour l'exercice 2025 (Imputation du déficit de l'exercice et des déficits antérieurs sur le résultat d'intégration fiscale).

Consolidation

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Baikowski (Siret : 30397038800011) dont le siège social est situé 1046 route de Chaumontet 74330 POISY. Ses comptes consolidés sont disponibles sur le site internet du Groupe.

Faits marquants de l'exercice

Dans le cadre d'un contrôle fiscal portant sur le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), Baikowski a identifié un risque de redressement, estimé à ce stade à 1,1 M€ sur une période de trois ans. Cet élément, de nature exogène et ponctuelle, est provisionné dans les résultats 2025 sur la ligne « Impôts sur les bénéfices ».

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés :

La société utilise principalement des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change résultant de ses activités opérationnelles. Toutes les opérations sont conformes à la politique interne de gestion des risques de taux de change et répondent aux critères de la comptabilité de couverture.

Pour les couvertures d'actifs ou passifs existants, les instruments dérivés de couverture de change sont évalués à leur juste valeur au bilan et la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat. Le résultat de la couverture est présenté dans la même rubrique (exploitation, financier, exceptionnel) que l'élément couvert. Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisations communément utilisés prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Au 31 décembre 2025, la société ne détient aucun de ces instruments.

3.8.2.3. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations brutes (en k€)	Début d'exercice	Ventilation des augmentations			
		De poste à poste	Virement Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Entrées Apports Créations
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 079	72			
Fonds commercial	78				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 157	72			
Terrains	1 395				
Dont composants					
Constructions sur sol propre	10 586				
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 483				
Install. techniques, matériel et outillage ind.	50 486	2 508			
Installations générales, agenc., aménag.	7 320	681			
Matériel de transport	122				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	792	64			
Immobilisations corporelles en cours	1 776			3 797	
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 959	3 253		3 797	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	7 228				
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	527			90	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 755			90	
TOTAL GENERAL	86 871	3 325		3 887	

Immobilisations brutes (en k€)	Ventilation des diminutions					Fin d'exercice
	De poste à poste	Virement A destination de l'actif circulant	Cessions	Sorties Scissions	Mises hors service	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires					54	1 096
Fonds commercial						78
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					54	1 174
Terrains						1 395
Constructions sur sol propre					299	10 287
Const. Install. générales, agenc., aménag.					704	4 779
Install. techniques, matériel et outillage ind.			730		8 186	44 077
Installations générales, agenc., aménag.					715	7 287
Matériel de transport						122
Matériel de bureau, informatique, mobilier					39	816
Immobilisations corporelles en cours	3 325					2 249
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 325		730		9 944	71 011
Participations évaluées par mise équivalence						
Autres participations						7 228
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières						617
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						7 845
TOTAL GENERAL	3 325		730		9 998	80 031

Amortissements (en k€)	Début d'exercice	Ventilation des dotations			Dotations exceptionnelles
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	705		96		
Fonds commercial	78				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	783		96		
Terrains					
Constructions sur sol propre	6 954		333		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	4 758		226		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	44 437		1 332		
Installations générales, agenc., aménag.	3 449		622		
Matériel de transport	64		35		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	587		68		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 249		2 616		
TOTAL GENERAL	61 032		2 712		

Amortissements (en k€)	Ventilation des diminutions			Fin d'exercice
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires			54	824
Fonds commercial				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			54	824
Terrains				
Constructions sur sol propre			276	7 011
Const. Install. générales, agenc., aménag.			699	4 285
Install. techniques, matériel et outillage ind.		712	8 459	36 597
Installations générales, agenc., aménag.			424	3 647
Matériel de transport				99
Matériel de bureau, informatique, mobilier			37	618
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		712	9 896	52 258
TOTAL GENERAL		712	9 950	53 082

3.8.2.4. Stocks et en-cours

Stocks et en-cours (en milliers d'euros)	2025	2024
Matières premières, approvisionnements	2 877	3 485
En-cours de production de biens	4 244	3 511
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	3 077	4 331
Marchandises	149	376
Total	10 347	11 703

Dépréciation des stocks et en-cours (en milliers d'euros)	2025	2024
Matières premières, approvisionnements	745	776
En-cours de production de biens	351	26
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	162	231
Marchandises		
Total	1 259	1 033

3.8.2.5. Provisions et dépréciations inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Fin d'exercice
Provisions pour litiges	55			55	
Provisions pour pertes de change	116	372	116		372
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 226	83			1 309
Provisions pour impôts (1)		1 078			1 078
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.					
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	53	54		53	54
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 450	1 587	116	108	2 813
Dépréciations immobilisations incorporelles					
Dépréciations immobilisations corporelles	196			63	133
Dépréciations autres immobilis. financières	5 548				5 548
Dépréciations stocks et en cours	1 033	1 259	92	941	1 259
Dépréciations comptes clients	178	69	178		69
Autres dépréciations	38		38		
DEPRECIATIONS	6 993	1 328	308	1 004	7 009
TOTAL GENERAL	8 443	2 915	424	1 112	9 822
Dotations et reprises d'exploitation		2 915		1 079	
Dotations et reprises financières				33	

(1) cf. faits marquants de l'exercice

3.8.2.6. Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Prêts	261			261
Autres immobilisations financières	355	355		
Clients douteux ou litigieux	69			69
Autres créances clients	9 817	9 817		
Personnel et comptes rattachés	13	13		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1	1		
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 456	2 456		
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	649	649		
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses	186	186		
Groupe et associés	4 565	4 565		
Débiteurs divers	842	842		
Charges constatées d'avance	109	109		
TOTAL GENERAL	19 324	18 994		330
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	34	34		

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	14 766	7 371	6 657	738
Emprunts et dettes financières divers	85	85		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 422	3 422		
Personnel et comptes rattachés	1 470	1 470		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 292	1 292		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	18	18		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	112	112		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 257	1 257		
Autres dettes	18	18		
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	22 439	15 044	6 657	738
Emprunts souscrits en cours d'exercice	5 418			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 286			

3.8.2.7. Charges à payer

CHARGES A PAYER (en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024	Ecart
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	58	36	22
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	58	36	22
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH			
FOURN. FACTURES NON PARVENUES	607	404	203
FOUR. IMMO FACT NON PARVENUES	196	225	-29
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH	803	629	174
DETTES FISCALES ET SOCIALES			
DETTES PROV. CONGES A PAYER	640	614	26
DETTES PROV. PARTICIP.SALARIES			0
PERSONNEL AUT. CHGES 13E MOIS			0
PERSONNEL AUT. CHGES 14E MOIS	168	163	5
PERSONNEL AUT. CHGES REMVAR	436	411	25
PERSONNEL PRIME PRECARITE	3	0	3
INDEMNITES DIVERSES	22	0	22
ORGAN. SOC. CHARGES A PAYER	679	640	39
ETAT CHARGES A PAYER	14	3	11
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 962	1 830	131
TOTAL CHARGES A PAYER	2 822	2 496	326

3.8.2.8. Charges et produits constatés d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024	Ecart
CHARGES CONSTATEES AVANCE	109	116	-7
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	109	116	-7
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en milliers d'euros)			
PRODUITS CONSTATES AVANCE	0	-12	12
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0	-12	12

3.8.2.9. Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR (en milliers d'euros)		31/12/2025	31/12/2024	Ecart
AUTRES CREANCES				
40980000	FOURN.AVOIRS A RECEVOIR	196		196
41820000	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	98		98
42870000	PERSONNEL A RECEVOIR	4		4
43871000	ORG. SOCIAUX PROD A RECEVOIR			
44870000	ETAT, PRODUITS A RECEVOIR	186	6	180
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		484	6	478

3.8.2.10. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecart compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	372		372	
Dettes financières				204
Dettes d'exploitation				10
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	372		372	214

3.8.2.11. Capital

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 678 578			1,25

(en milliers d'euros)	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	26 863
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	1 231
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	28 094
Variation en cours d'exercice :	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	-29
Autres variations (dividendes)	-1 101
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	26 964
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	-1 130
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	-1 130

3.8.2.12. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	3 236	520	2 716
Résultat exceptionnel à court terme			
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	3 236	520	2 716

3.8.2.13. Situation fiscale latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Subvention d'investissement	45
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	103
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	53
TOTAL ALLEGEMENTS	156
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	111

3.8.2.14. Crédits d'impôts

Crédits d'impôts	Montant
Crédit d'impôt recherche	624
Autres crédits d'impôts (collaboration de recherche, mécénat, famille...)	39
Total	663

3.8.2.15. Effectif moyen

Effectif moyen employé pendant l'exercice	
CADRES	37
AGENTS DE MAITRISE/TECHNICIENS	52
EMPLOYES OUVRIERS	41
TOTAL	130

3.8.2.16 Parties liées

Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées		
Désignation de la partie liées	Nature de la relation	Montant
Sociétés détenues à 50%	Chiffre d'affaires	26 058
Sociétés détenues à 50%	Achats	494
Sociétés détenues à 50%	Clients	9 825
Sociétés détenues à 50%	Compte courant débiteur	0
Sociétés détenues à 50%	Fournisseurs	236

3.8.2.17. Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Locations simples	584				584
Cessions Dailly	1 505				1 505
TOTAL	2 089				2 089

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Caution	251				251
Cessions de créances	667				667
TOTAL	918				918

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL					

3.8.3. Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. Brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux propres	Divid.encaiss.	Val. Nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ALKO	100	100	643	570	1 651
	234		643		44
BAIKOWSKI INC CORP (RESULTAT 1 € = 1,1294 USD)	43	100	762		6 563
	4 762	640	762		800
MATHYM	44	100	5 548	3 995	1 086
	-3 740		0		-131
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
BAIKOWSKI INC JAPAN (RESULTAT 1 € = 168,9638 JPY)	380	50	243		40 756
	18 508	457	243		3 861
BAIKOWSKI KOREA CORP (RESULTAT 1 € = 1 605,3094 KRW)	88	33	33		1 264
	843	19	33		176
AUTRES PARTICIPATIONS					
Néant					